



**ARRETE MUNICIPAL n°2024-134**  
**Portant réglementation temporaire de la**  
**circulation et du stationnement des véhicules**  
**rue de l'Europe**  
**« Festival Musilac »**

**Le Maire de la Commune de Grésy-sur-Aix,**

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 2212-1 et 2, L 2213-1 et 2 et L2215-4 et 5,

Vu le code pénal et notamment son article R 610-5,

Vu le code de la voirie routière et ses articles L 113-2 et L 116-1 à 8, L 141-10,

Vu le code de la route et notamment ses articles R 417-6 à R 417-25,

Vu la demande du 14 juin 2023 de Monsieur David MOSIMANN, coordinateur événementiel à l'agence d'Aix-les-Bains Riviera des Alpes,

Considérant qu'il y a lieu de réglementer la circulation et le stationnement des véhicules pour assurer la sécurité et le bon déroulement de certaines manifestations,

Considérant qu'il y a lieu de réglementer l'occupation et l'utilisation du domaine public communal, à l'occasion de certaines manifestations.

**ARRETE**

**Article 1 :** La SARL Musilac organisatrice du festival est autorisée à utiliser pour les besoins de la manifestation, les parkings suivants :

- Parking du collège et dépose minute,
- 3 plateaux du parking de l'école élémentaire,

Durant la période ci-dessous définie :

- Du mercredi 10 juillet 2024 à 08h00 au dimanche 14 juillet 2024 à 08h00 ;

**Article 2 :** L'accès et le stationnement des véhicules sur les parkings seront gérés et régulés pendant toute la durée de l'événement par l'organisateur de la manifestation. Un service d'ordre sera mis en place pour assurer le placement, l'orientation, la surveillance des personnes et des véhicules sur les sites mis à disposition.

L'accès des riverains de la rue de l'Europe et de la rue des Plantées sera maintenu en toutes circonstances.

**Article 3 :** L'organisateur de la manifestation devra contracter une assurance en responsabilité civile pour couvrir les éventuelles dégradations occasionnées au domaine public, espaces verts et bâtiments mis à sa disposition par la commune de Grésy-sur-Aix. Il reste le seul responsable d'une restitution des biens dans l'état où il les a trouvés.

L'organisateur de la manifestation devra veiller à ce que l'ensemble des règles de sécurité et d'évacuation, soient respectées et les accès aux bâtiments communaux préservés. Il devra également interdire l'installation de toiles de tentes sur les sites et aux abords des espaces verts mis à disposition.

L'organisateur devra par tous les moyens veiller à la propreté des lieux pendant la mise à disposition et assurer la gestion et l'évacuation des déchets liés à l'occupation des parkings.

**Article 4 :** une signalisation réglementaire sera mise en place par le pétitionnaire afin de réserver les parkings et de matérialiser les interdictions éventuelles de stationnement et de régulation de la circulation.

**Article 5 :** Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté : Le Maire de la commune de Grésy-sur-Aix, le Directeur Général des Services, le directeur du service technique, le responsable de de police municipale.

Copie adressée à ces personnes, ainsi qu'à :

- Monsieur le Préfet de la Savoie,
- Brigade de gendarmerie d'Aix-les-Bains,
- Centre de secours
- SARL MUSILAC

Fait à Grésy-sur-Aix, le 25 juin 2024

Le Maire,  
Florian MAITRE



Affiché/publié le : 01-07-2024  
Notifié à l'intéressé le : 01-07-2024  
Certifié exécutoire le : 01-07-2024

En application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal Administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de à la plus tardive des dates suivantes : publication/notification, réception par le représentant de l'Etat. Le Tribunal Administratif de Grenoble pourra être saisi via le dépôt d'une requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale,
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.